

Niger

Seydou Gabar Bachir
Patrick Kuklesza

Les peuples autochtones du Niger sont des pasteurs transhumants Touareg, Peul et Toubou. En 2009, la population totale du pays était estimée à 14.693.110 personnes dont : 8,5% de Peuls qui représentent 1.248.914 personnes et vivent dans toutes les régions du pays, 8,3% de Touareg qui représentent 1.219.528 personnes et 220.397 Toubou qui représentent 1,5% de la population.

- Les Peul peuvent être subdivisés en sous-groupes : les Tolèbé, les Gorgabé, les Djelgobé et les Bororo. Ils sont principalement éleveurs de bovins et de moutons mais certains se sont convertis à l'agriculture parce que les sécheresses leur ont fait perdre leur cheptel.
- Les Touareg élèvent des chameaux et des chèvres, ils vivent au nord du pays (Agadez et Tahoua) et à l'ouest (Tilabery).
- Les Toubou sont éleveurs de chameaux et vivent à l'est du pays à Tesker (Zinder), N'guigmi (Diffa) et le long de la frontière avec la Lybie (Bilma).

La Constitution de juin 2010 ne mentionne pas explicitement l'existence de peuples autochtones au Niger. Les droits des pasteurs sont établis dans le Code pastoral, adopté en 2010. Dans ce Code, leurs droits fondamentaux les plus importants sont :

- la reconnaissance explicite de leur mobilité et
- l'interdiction de la privatisation des pâtures menaçant cette mobilité,
- la reconnaissance de leurs droits d'usage pastoral prioritaire dans les territoires d'origine (notion de *terroirs d'attache*).

Le Niger n'a pas signé la Convention 169 de l'OIT mais a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.



Le terrorisme au Sahel se traduit par des exactions contre la communauté peule

De mémoire des Nigériens, et des différentes communautés du Niger (Haoussa, Djerma, Peule, Touarègue, Arabe, Toubous, Gourmantché et Kanouri), jamais une communauté du Niger n'as été particulièrement attaquée et contrainte de vivre dans une situation aussi cruciale et délicate avec tout son lot de discriminations, de stigmatisations, de violations flagrantes des droits humains, que la communauté Peule du Niger, et ce, depuis l'avènement du terrorisme au Sahel sous les 2 formes :

- de l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS) dans le Nord de la Région de Tillabéri,
- de Boko Haram dans la région de Diffa.

Force est de constater, que, dans cette lutte contre le terrorisme et particulièrement dans le nord de la région de Tillabéry, frontière avec le Mali, plusieurs groupes armés et des mouvements légitimés par l'État du Mali, tels que :

- le GATIA (Groupe d'Auto-Défense des Touaregs Imghads et Alliés), créé le 14 aout 2014 par le General El hadj Ag Gamou, et
- le MSA (Mouvement pour le Salut de l'Azawad) créé le 2 septembre 2016 par Moussa Ag Acharatoumane,

opèrent conjointement avec l'armée Nigérienne dans cette zone, et malheureusement, au nom d'une prétendue lutte contre le terrorisme, procèdent à un règlement de compte, voire pire à une extermination de la communauté peule, rivale historique des Touaregs Daoussak au nord Tillabéry, et des Dogons au centre du mali pour qui les Peuls sont assimilés à des terroristes dans ce contexte.

- Le 29 avril 2018 , une Déclaration de Aboubacar Diallo, président du Conseil des éleveurs - Peuls du nord - Tillabéry, s'est dit« (...) *Profondément préoccupés par la stigmatisation de la communauté peule, nous, communauté peule du Niger, notons avec amertume et désolation, que l'Etat du Niger s'est engagé depuis un certain temps à utiliser des groupes armés étrangers pour soi-disant lutter contre les terroristes, mais à notre grande surprise ces mercenaires s'adonnent à une extermination génocidaire de la communauté peule du Niger (...) nous avons interpellé le gouvernement et l'ensemble de l'opinion nationale et internationale lors de notre première déclaration en novembre 2016 et suite aux évènements macabres et meurtriers ayant débuté le 11Juillet 2017 commis par le GATIA de El hadj Gamou et le MSA de Moussa Ag Acharatoumane dont les autorités ont fini par reconnaître la gravité et l'ignominie par laquelle ces derniers ont trompé et trahi le gouvernement (...) il faut aussi rappeler que ce n'est pas une première fois que ces bandits armés et leurs chefs s'en prennent à des membres de la communauté peule. Cela a été le cas en 2013 et en 2017. Ces groupes ont mené leurs opérations dans un esprit de vengeance (...) L'alliance GATIA, MSA et autres intervenants dans le conflit au nord du Mali devient une véritable machine d'extermination injuste et inhumaine des communautés peules du nord Tillabéry et particulièrement les peules qui restent leur cible stratégique. Avec cette couverture des Forces de Barkhane du Mali au plus haut niveau, le GATIA et le MSA profitent pour se venger des antécédents des conflits communautaires ayant conduit à des confrontations*

meurtrières entre les peules pasteurs du Niger et les communautés Daoussak et Imgad du Mali et qui avait couté en cette période la vie à des proches des chefs de ces deux mouvements criminels (...) Des preuves ont été réunies à travers plusieurs témoignages oculaires des victimes vivantes et dans un rapport du chef de la division droits de l'homme de la MINUSMA présenté dans un point de presse le 12/04/2018 à Bamako. De là, nous pouvons plus argumenter la thèse d'un complot d'extermination de la communauté peule entre le Mali et le Niger. Face à ces faits très grave, nous lançons un vibrant appel à l'endroit du Président de la République, musulman de confession, chef de l'Etat, et garant de l'unité nationale pour que des dispositions idoines soient prises afin de mettre fin à cette situation qui n'as que trop durée ;(...) ».²

- Le 18 mai 2018, une tuerie visant uniquement des Peuls a eu lieu en territoire nigérien à 2 kilomètres de la frontière avec le Mali. Le bilan est de 17 morts et un blessé peul. Les assaillants présentés comme des Touaregs par des témoins se sont repliés rapidement en territoire malien et n'ont pas pu être appréhendés. Le ministre de l'intérieur nigérien Mohamed Bazoum s'est rendu sur place, le 19 mai avec le gouverneur de Tillabéry et le préfet d'Ayorou. Pour les autorités il n'y a aucun doute, il s'agit de représailles. Les attaquants auraient volontairement ciblé et tués 17 Peuls...pour se venger d'autant de Touaregs tués ces dernières semaines dans une attaque au Mali.¹

Mission d'investigation de AREN (Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger), et la CNDH (Commission Nationale des Droits Humains)

En juillet et novembre 2018 des missions d'investigations, à travers la mise en œuvre du Projet Conflits et Fragilité dans la Région de Diffa et Tillabéri sur financement de OXFAM, ont conclu à des agissements du GATIA et du MSA contre la communauté peule.³

Le CICR s'inquiète d'une situation explosive à la frontière du Niger et du Mali

Le 4 mai 2018, un communiqué du CICR s'inquiète de l'ampleur des violences dans un lieu qui est de plus en plus difficile d'accès pour les humanitaires. Au vu des dernières violences, le CICR demande à toutes les parties présentes dans la zone d'éviter de jeter de l'huile sur le feu. L'organisation ne pointe aucune responsabilité particulière, mais qualifie avant tout ces violences de conflit communautaire, explique Loukas Petridis, chef de mission du CICR au Niger : « *C'est très difficile d'avoir une vision très objective parce qu'on est pas sur place, on ne peut pas aller dans les localités où il y a eu ces massacres. Mais je pense que le terrorisme dans ce contexte n'est pas le prisme le plus utile pour voir les choses. Il s'agit des communautés qui ont eu des problèmes dans le passé, qui continuent d'avoir des problèmes. Effectivement, la présence des groupes armés avec leur propre agenda, a fait les choses beaucoup plus graves. Je pense que cette flambée de violence est aussi la conséquence de cela.* »⁴

Différents projets concernent les éleveurs peuls

L'association AREN avec l'appui de CARE a poursuivi trois différents projets d'augmentation des capacités des éleveurs :

- Formation des populations pastorales

Dans le cadre du Programme régional d'éducation et de formation des populations pastorales (PREPP-AREN NIGER) , une mission d'identification s'est déplacé du 8 au 12 aout 2018 dans les campements situés sur les trajectoires de transhumances des éleveurs pasteurs allant du Bénin au Tchad

- Formation à la gestion des conflits

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Protection et Gestion Equitable des Ressources Agropastorales dans la région de Tillabéri (PGERAT)», l'Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger (AREN) en partenariat avec l'Open Society Initiative For West Africa(OSIWA) a initié une série de formation sur la gestion des conflits foncier avec pour objectif de contribuer à une coexistence pacifique entre les pasteurs et les agriculteurs à travers la mise en place d'un mécanisme efficace de partage des ressources naturelles disponibles pour la bonne conduite de leurs activités. Ce projet concerne trois communes de la région de Tillabéri à savoir les communes de Tagazar, Hamdalaye et Dantchandou et sur une période 18 mois,

- Projet HAMZARI sur les rôles et capacités des partenaires

Du 4 au 9 novembre 2018 s'est tenu à Niamey des travaux de l'atelier de démarrage du Projet HAMZARI de CARE Niger sur « Les Rôles et Capacités des Partenaires ». Ce projet implique AREN dans sa mise en œuvre ; AREN soutien :

- le développement des ressources pastorales communautaires,
- les chaînes de valeur du bétail et de la volaille pour la zone pastorale communautaire, en vue d'améliorer l'accès à l'alimentation du bétail,
- l'établissement de liens avec les marchés,
- l'accès aux intrants et aux services vétérinaires,
- la formation aux bénéficiaires,
- des contributions , le cas échéant, au développement des entreprises d'élevage.

Conclusion

L'année 2018 rime avec de très graves atteintes envers la communauté peule, sans que les autorités locales prennent des mesures face à cette triste réalité, et à la souffrance criarde des peuls.

On peut donc comprendre, à juste titre, la position et le degré de frustration de certains leaders peuls du Niger, pour qui cette situation à trop durée, et ne peuvent plus à l'avenir accepter l'inertie d'un État, qui ne puisse garantir la sécurité de leur communauté.

Un état de fait qui se caractérise déjà par la mobilisation de la communauté peule pour se défendre, une situation qui ne sera pas sans conséquence, sur l'Unité et la stabilité du Niger.

Références :

1 RFI Afrique 20/05/2018

2 : Déclaration de la communauté peule du Niger en date du 29 Avril 2018.

3 : Rapports des missions Conjointe de l'Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger (AREN) et Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) du Niger en date de Juillet et Novembre 2018 dans les régions de Tillabéry.

4 : Extrait point de presse de la MINUSMA du 12/04/2018.

5 : Extrait des conclusions de la Réunion des leaders peuls du Niger du 07 Décembre tenue à Diffa.

Saidou Garba Bachir est journaliste et reporter photo avec une expertise sur le développement, le genre, la jeunesse et la sécurité alimentaire. Il est coordinateur de la communication et de la mobilisation pour l'Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN).

Patrick Kulesza, est directeur exécutif du GITPA